

L'AFFRANCHI

Périodique des Amis

de l'Association Internationale des Travailleurs

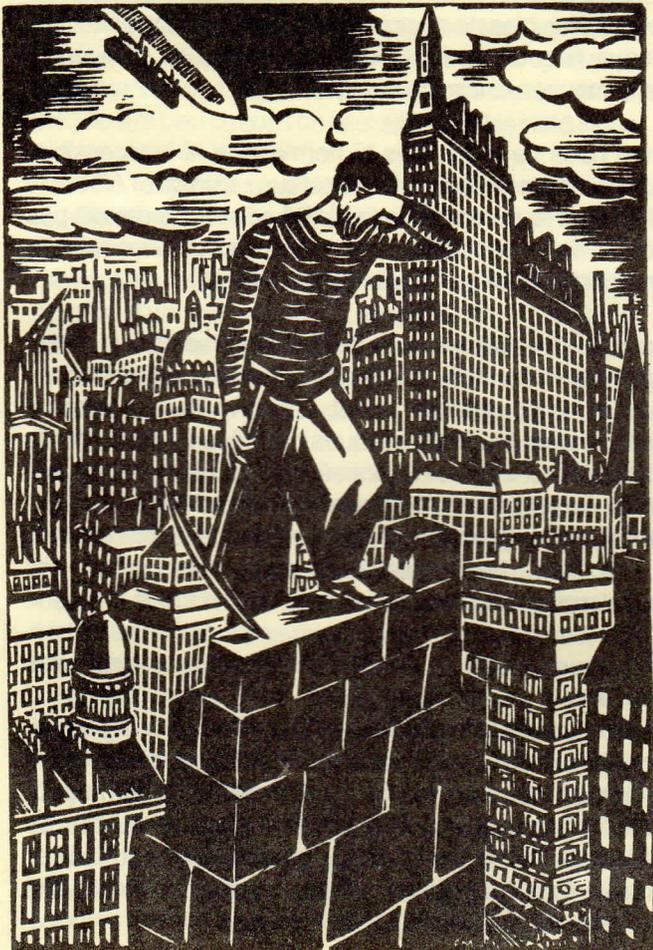
N°2

Février-Mars

1992

LAUSANNE

COMITÉ CONTRE L'AUSTÉRITÉ ÇA
SUFFIT



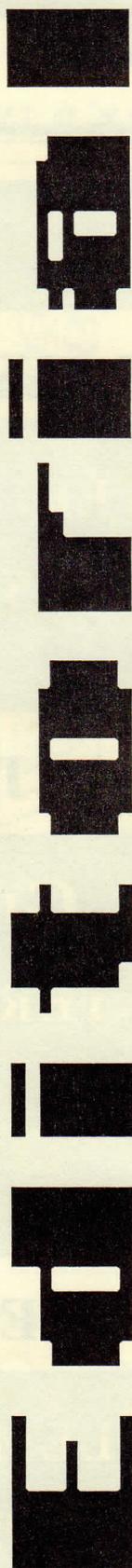
FRANS MASEREEL. - « La ville » (1925)

ITALIE

LE GLADIO
OU LA TERREUR
D'ÉTAT

ECOLE

ÉLÉMENTS
D'UNE
RÉFLEXION



C E numéro deux de l'Affranchi sera l'occasion de vérifier si notre projet répond à une préoccupation et s'il correspond aux besoins de nos lecteurs. Les premières réactions ont été une invitation à continuer. A première vue nous remplissons un vide dans le champ libertaire en Suisse Romande...

L'effort nécessaire à la confection de l'Affranchi implique que nous vérifiions régulièrement ses fondements existentiels. Nous devons nous assurer de son impact, ajuster notre optique et nous adapter aux préoccupations et difficultés que traversent les exploités.

Notre intention est aussi de présenter et de discuter les différents problèmes, les divergences, les contradictions qui traversent le mouvement libertaire ici et ailleurs, afin de permettre à ceux qui s'intéressent aux idées anarchistes de choisir en connaissance de cause le courant dans lequel ils s'engagent.

Bien qu'édité en Suisse, l'Affranchi compte un bon nombre de lecteurs dans d'autres pays, en France notamment. C'est pourquoi il ne faudra pas s'étonner de trouver ici des articles qui ne concernent pas les problèmes locaux. Les confrontations d'idées étant bien rares, nous ne pensons pas, d'autre part, pouvoir satisfaire toutes les attentes qui se sont manifestées, en particulier chez les copains qui nous sont les plus proches. Les moyens limités de notre groupe de rédacteurs bénévoles ne nous permettent pas d'affronter, aussi bien que nous le souhaiterions, les problématiques complexes auxquelles le mouvement social doit faire face.

Notre journal nous ne le voulons ni hermétique ni inaccessible, nous le voulons simple mais pas simplificateur. Le fait que l'Affranchi s'efforce d'être partie prenante de la réalité sociale ne devrait pas nous empêcher de renouer avec la mémoire des «vaincus» afin de la restituer aux nouvelles générations de militants.

En ce qui concerne la Suisse, nous devons faire face à une réalité sociale qui est bien sombre. Bercés par plusieurs décennies de plein emploi et de compromis social, les travailleurs subissent actuellement de plein fouet les attaques répétées du patronat. Ils nous font penser à une proie hypnotisée par un reptile, attendant d'être dévorée. Les syndicats, de plus en plus atrophiés, continuent à couvrir les injustices permanentes: discriminations, hiérarchies, chômage, précarité... Sans essayer de déclencher les batailles frontales qui s'imposent contre ce patronat toujours plus arrogant.

Les réponses que tentent de donner les oppositions syndicales restent tout-à-fait marginales. Elles sont pour l'essentiel instrumentalisées dans le cadre des «luttés» internes à la gauche, principalement au sein du parti socialiste. Tous les syndicalistes ne souscrivent pas à ces manœuvres, mais pour le moment on ne peut que constater le peu d'impact du courant dit «radical» au sein de l'appareil syndical. S'emparer de quelques strapontins au sein de la bureaucratie syndicale est une chose, recréer une solidarité entre les travailleurs en est une autre.

Les mobilisations autour des échéances posées par la démocratie semi-directe, dont les véritables enjeux ne sont maîtrisés que par des «avant-gardes» élitistes, monopolisent les énergies de ceux qui ont envie de faire quelque chose. Fatigués d'être instrumentalisés bien des militants se perdent dans la nature.

Afin d'éviter les pièges de la politique et le suivisme par rapport à certains professionnels de la contestation institutionnelle, les anarchistes doivent se forger une identité forte. Nous ne devons pas servir d'alibi à ceux qui ont besoin d'une nouvelle image pour faire avaler leur éternelle soupe autoritaire. Il nous faut nous réapproprier de notre culture, de nos penseurs, de notre histoire afin de dissiper les représentations schématiques et caricaturales qui circulent dans le public.

Il s'agit aussi de populariser des luttes qui permettent aux participants de prendre en charge directement leurs actions. Les référendums, les initiatives populaires, les «luttes» dont la direction est monopolisée par une bureaucratie syndicale, un parti ou un comité central unitaire ne font pas avancer d'un pouce l'émancipation des exploités. La situation lamentable dans laquelle se trouvent aujourd'hui les chômeurs (retards invraisemblables dans le paiement des prestations, etc.) illustre bien ce que l'on peut attendre des institutions.

Comme anarcho-syndicalistes, nous concevons le syndicat comme une organisation fédéraliste, révolutionnaire, qui se construit autour du monde du travail. Une telle organisation devrait constituer l'épine dorsale d'un mouvement susceptible de transformer radicalement la société. Cela ne veut pas dire que les mobilisations qui naissent dans d'autres secteurs (jeunesse, anti-militarisme, squats...) soient négligeables. Il s'agira donc aussi de les soutenir et de les populariser. Le mouvement ouvrier tel qu'il est sclérosé ne se transformera probablement pas de l'intérieur, il lui faudra sans doute prendre exemple sur les pratiques qui apparaissent aujourd'hui dans ses marges. De la même manière qu'un pays comme le nôtre ne changera pas par ses propres structures, des impulsions viennent de l'extérieur.

L'internationale anarcho-syndicaliste dont nous nous revendiquons s'efforce de mettre en place des réseaux d'information et d'échange. La dernière conférence internationale qui a eu lieu les 25 et 26 janvier à Milan en a été témoin: des travailleurs de la santé publique de plusieurs pays ont pu échanger leurs expériences. Le congrès de l'AIT en avril, sera l'occasion, pour nous, de

mieux connaître et faire partager à nos lecteurs les acquis d'organisations qui pratiquent cet autre syndicalisme que nous souhaitons voir se développer ici.

Que l'on nous comprenne bien, si nous nous opposons à divers groupes de gauche, bien que nous partagions une partie de leurs valeurs, c'est parce que nous refusons de les suivre dans les impasses où ils conduisent le mouvement ouvrier. La critique est un préalable nécessaire au développement d'autres pratiques. Si nous ne dénonçons pas à longueur de pages la droite, le capitalisme... c'est parce que nous pensons que pour nos lecteurs au moins, aucune illusion ne subsiste sur un système qui se condamne lui-même jour après jour.

La rédaction

L'Affranchi

Périodique des Amis de l'A.I.T

Editeur responsable:

A. Bösiger

Pour toute correspondance:

Réflexions Sociales

Case postale 213

1000 Lausanne 6 - Ouchy

ABONNEMENTS

5 numéros 15 F (60 FF)

Versements

à

Bösiger A.

1227 Carouge

CCP 12-17661-5

Vaud

COMITÉ CONTRE L'AUSTÉRITÉ...

ÇA SUFFIT!

AU moment où nous écrivons ces lignes, il ne nous pas encore été donné de vivre la journée de grève et d'action interprofessionnelle du 13 février. Quand vous nous lirez, cet «événement» fera déjà partie de l'Histoire. Les contraintes que nous imposent notre statut de chroniqueurs amateurs nous obligent donc à prendre des risques. Tout porte à croire pourtant que cette journée sera dans la lignée des précédentes «actions» menées par le comité «Austérité, chômage, vie chère, attaque aux salaires, ça suffit!»

Rappelons brièvement qu'il y a eu la manifestation du 2 novembre, l'assemblée générale du 7 novembre, la journée d'action du 27 novembre, l'assemblée de «mobilisation» du 17 décembre et celle du 30 janvier. Ce que certains appellent un mouvement social traîne en longueur et surtout n'entraîne aucun résultat tangible. Les mesures d'austérité visant le personnel de l'Etat ont été prises en décembre: suppression de la compensation semestrielle du renchérissement, blocage des effectifs et même diminution des postes... La riposte n'est pas à la hauteur de l'attaque. Cela nous révèle la grande faiblesse de ce qu'on appelle ici le syndicalisme.

Pour illustrer notre propos, il suffit d'observer le fonctionnement du comité «Austérité, chômage, vie chère, attaque aux salaires, ça suffit!». Constitué par un cartel d'organisations: syndicats, partis politiques, associations corporatistes, le comité en question convoque régulièrement (toutes les 5-6 semaines) des assemblées publiques (à la maison du peuple et ici ou là sur les lieux de travail) dans lesquelles les participants prennent soi-disant des décisions. Tout cela peut paraître à l'avant-garde de l'autogestion des luttes, en fait ce n'est pas du tout ça. Les meneurs du jeu sont toujours les mêmes: à la table de présidence des secrétaires de l'union syndicale (SSP-VPOD, FOBB...) qui nous servent

des discours plus ou moins barbants; il y a aussi le représentant de la CRT qui fait de la figuration (un secrétaire syndical muet! Il faut le faire!). Quelques prises de parole de la salle, les 2-3 militants qui font depuis longtemps une intervention suivie dans leurs boîte (Eben-Hezer, T.L...) informent que leurs collègues feront grève ou manifesteront d'une manière ou d'une autre le jour indiqué. Quelques leaders politiques et autres grandes gueules font des déclarations de principes, puis on en vient généralement au concret: à quelle heure la manif, qui prépare la soupe aux pois...

ON MANQUE DE BRAS POUR DISTRIBUER
LES TRACTS

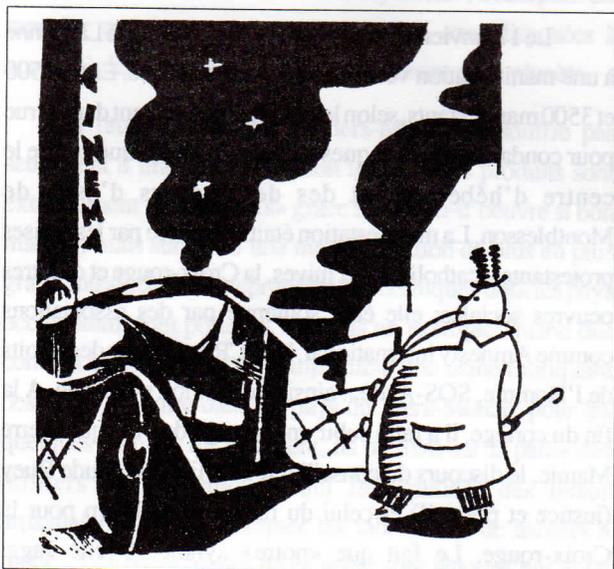
Ce spectacle cocasse ou lamentable, suivant l'angle d'observation, doit être interprété de la manière suivante: nous avons surtout affaire à des fonctionnaires syndicaux, des chefs de partis et autres parlementaires de gauche qui cherchent désespérément à être suivis par la base, pour justifier le strapontin qu'ils occupent. On s'ouvre au public, on cultive de bonnes relations avec les organisations concurrentes, on essaie de «chauffer» les adhérents, parce qu'on manque de bras pour coller les affiches, distribuer les tracts...

Ce comité est tout sauf mobilisateur, et s'il y avait vraiment mobilisation, il constituerait sans doute une entrave au développement des luttes. Le problème principal c'est qu'il n'y a pas de véritable mobilisation. Pourquoi les fonctionnaires n'ont-ils pas lutté sérieusement pour conserver la compensation semestrielle du renchérissement? A notre avis c'est surtout parce que cet «acquis» ne constitue justement pas un acquis. Ce n'est pas quelque chose qui a été obtenu par une mobilisation des travailleurs concernés. Si des

Vaud

améliorations salariales par exemple ont été accordées ces vingt ou trente dernières années, ce n'est généralement pas le résultat de revendications ayant surgi à la base.

Durant les années de «vaches grasses» le patronat et l'Etat ont octroyé des «carottes» aux travailleurs, tant pour des raisons politiques: garantir la paix sociale, que pour des raisons économiques: favoriser le développement du marché intérieur. Aujourd'hui ça les arrange mieux de donner des



coups de bâton. Ne nous étonnons pas trop du fait que des gens qui ont l'habitude d'obéir et de prendre ce qui vient d'en haut, ne bronchent pas.

Les «syndicats» étaient auparavant consultés, on tenait compte parfois de leurs suggestions, plus maintenant. Ces derniers s'agitent donc pour tenter de redevenir les interlocuteurs qu'ils ont été naguère.

Ce qui est frappant dans ce comité, c'est qu'on ne discute jamais de ce qui se passerait en cas de succès. Qui irait négocier avec ces messieurs du château? En tout cas pas, semble-t-il, des gens élus en assemblée. Quelles sont les revendications prioritaires? Si négociation il y a, sur quoi accepter de faire éventuellement des concessions, et sur quoi nous battons-nous jusqu'au bout?

La compensation du renchérissement, qu'elle soit

semestrielle ou annuelle comme maintenant, est quelque chose d'anti-social puisque l'augmentation se fait suivant un pourcentage qui est le même pour tous. Celui qui gagne 4 fois plus qu'un autre obtient une revalorisation 4 fois supérieure. Les travailleurs les moins bien payés doivent-ils se battre pour que les plus favorisés, leurs chefs, voire le chef du département des finances s'enrichissent au frais du contribuable? En voulant soi-disant conserver l'unité la plus large possible, on en arrive à des absurdités.

C'est comme cette volonté de vouloir absolument lier le secteur public et le secteur privé qui semble juste, à première vue, mais qui est dans ce cas précis une absurdité.

La crise de la construction a mis à nu un syndicat comme la FOBB qui ne vit, depuis longtemps, que grâce à la cotisation de «solidarité professionnelle» obligatoire et non pas grâce à d'une volonté des travailleurs du secteur. A l'heure actuelle, ses fonctionnaires qui se retrouvent obligés de gérer la misère (par leur caisse de chômage) ont perdu de leur superbe. C'est pourquoi ils demandent aux travailleurs combattifs du public et du para-public de manifester leur solidarité devant l'office du chômage lors de la fameuse journée en question. Quand on n'a pas de base on utilise celle des autres.

Dans le comité «Austérité, chômage, vie chère, attaque aux salaires, ça suffit!» l'unité est de façade, chacun essaie de tirer la couverture à soi. Les représentants des partis tentent de fourguer leurs vieilles revendications: le PS ce qu'il n'a pas réussi à faire passer au grand conseil, le POP le thème de la vie chère, le PSO celui du recyclage et de la formation professionnelle...

QUE FAIRE?

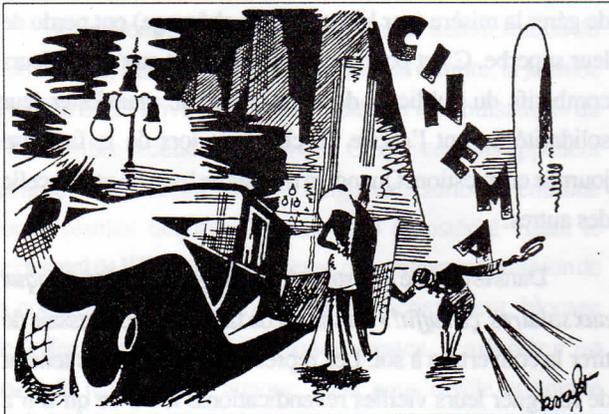
Une large mobilisation de la fonction publique, telle que celle qui a eu lieu à Genève en octobre 1990 semble peu probable. Des concessions globales et sérieuses du gouvernement vaudois, un retour en arrière du grand conseil moins encore. Il ne faudrait pas que cela décourage les travailleurs de la fonction publique, du para-public ou du privé qui ont des revendications concrètes concernant leur

Vaud

secteur d'activité. Ce n'est pas tomber dans le corporatisme que de lutter pour des revendications précises, dans sa boîte, quand le rapport de force est favorable, ça peut même donner des idées aux autres.

C'est d'ailleurs dans ce cas qu'un certain nombre de choses vont se clarifier, car si les directions syndicales aiment bien les mobilisations bidon, quand quelque part les travailleurs veulent réellement se battre, elles leur mettent les bâtons dans les roues (le représentant de la section exploitation des TL en a témoigné).

Quand on organise une assemblée sur son lieu de travail, il faut d'abord se demander: quels sont nos principaux problèmes ici et que voulons-nous, plutôt que de dire: à Berne il a été décidé d'une grève des femmes, le comité machin a décidé d'une journée d'action contre l'austérité... qu'est-ce qu'on fait?



Les travailleurs sont mal servis par les comités unitaires. Quand on a quelque chose à revendiquer dans une boîte, ou pour une catégorie professionnelle, on connaît mieux que quiconque le rapport de force, on n'a pas de directive à recevoir de l'extérieur. A ce moment-là, si des partis et autres associations veulent soutenir une lutte, qu'ils le fassent. Et si les travailleurs ne veulent vraiment pas se mobiliser, les professionnels des syndicats peuvent toujours se recycler, le cirque Knie engage, paraît-il, pour sa prochaine tournée.

Lausanne, le 2 février 1992

Les Amis de l'AIT

Lausanne

Consensus contre le racisme?

Le 17 janvier dernier, nous avons pu assister à Lausanne à une manifestation véritablement œcuménique. Entre 1500 et 3500 manifestants, selon les estimations, étaient dans la rue pour condamner les attaques à l'arme automatique contre le centre d'hébergement des demandeurs d'asile de Montblesson. La manifestation était organisée par les églises protestantes, catholiques et juives, la Croix-rouge et d'autres œuvres sociales; elle était soutenue par des associations comme Amnesty international, la LICRA, la ligue des Droits de l'Homme, SOS-Asile... ainsi que l'Union syndicale. A la fin du cortège, il a fallu subir un message de l'évêque Pierre Mamie, le discours du conseiller d'Etat libéral Claude Ruey (justice et police!!) et celui du radical Jean Heim pour la Croix-rouge. Le fait que «notre» syndic, Yvette Jaggi (socialiste) se soit aussi exprimée et que certains manifestants aient un peu chahuté la prestation de ces messieurs/dames n'était pas vraiment une consolation.

Nous avons malheureusement déjà l'habitude de voir les politiciens récupérer les mouvements de protestation, mais c'était quand même choquant de voir et d'entendre, à cette occasion, des partisans de la politique d'austérité, des gens qui soutiennent et font appliquer les mesures visant à précariser encore plus la situation des réfugiés (réduction de 5 à 3 francs de l'argent de poche journalier, prolongation de 3 à 6 mois de la période d'interdiction de travailler...), des politiciens qui n'ont pas d'état d'âme quand ils s'agit d'expulser des militants politiques qui se font arrêter dès qu'ils foulent le sol de leur pays, comme le cas récent du Kurde Mehmet Oezdemir.

Cette manifestation fut en tout cas révélatrice du fait que les groupes militants anti-racistes comme SOS-Asile se

Vaud

trouvent aujourd'hui à la traîne des autorités politiques et des églises.

En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas que ce soit du côté des représentants de l'Etat que l'on trouvera des solutions contre le racisme et le fascisme rampant. Une lutte conséquente contre le racisme ne peut se mener à bien qu'à partir d'une critique révolutionnaire du système capitaliste.

Pour répondre aux truismes du type «la Suisse ne peut pas accueillir tous les déshérités de la planète», il faut pouvoir rappeler que les banques suisses, elles, sont disposées à accueillir les fortunes de tous les dictateurs de la planète.

Il faut montrer que le Tiers-Monde ne souffre pas seulement d'une surexploitation ignoble (ses produits sont extrêmement «compétitifs» grâce à sa main-d'oeuvre si bon marché) mais surtout d'une marginalisation de plus en plus grave entraînée par les «progrès» économiques dont les pays occidentaux sont porteurs. Prenons un exemple: quand des constructeurs de machines implantent une usine fabriquant des tissus ou autre dans un pays du Tiers-Monde, pour les quelques emplois qu'ils créent, ils mettent sur la paille des milliers de tisserand(e)s qui fabriquaient des tissus artisanalement, sans compter les fabricants de métiers à tisser... Les phénomènes de ce genre sont aujourd'hui le lot du Tiers-Monde et des anciens pays du «socialisme réel». Pourquoi nous étonner du fait que leurs populations désemparées, condamnées au chômage et à la misère se raccrochent aux valeurs traditionnelles: religion, nationalisme... et qu'il en découle des guerres civiles avec leurs horreurs et leurs millions de réfugiés.

La solution à ces problèmes n'est donc pas seulement d'être capable d'ouvrir son coeur aux autres. Elle ne peut se construire, de façon réaliste, que dans une perspective anti-capitaliste et internationaliste. Encore faut-il que des explications comme les nôtres puissent pénétrer parmi la classe ouvrière et la population en général.

Dans la confusion idéologique qui caractérise notre époque, où les idées sont comme des marchandises que l'on consomme ou que l'on jette au gré du vent, un discours, aussi juste et argumenté soit-il, a peu de chance de vaincre les arguments démagogiques qui visent au-dessous de la ceinture,

en faisant appel aux peurs et aux passions des hommes.

Pour avoir une chance d'être écoutés, il nous faut partir des préoccupations quotidiennes des gens: travail, logement, école, armée... Quelque soit le bout par lequel on saisi la réalité sociale, il est possible de faire apparaître la globalité du système...

Si ceux qui luttent contre le racisme veulent vraiment être entendus, ils doivent se forger une identité combative et indépendante de l'Etat. Sinon, ils seront considérés comme faisant partie des notables et de nombreux révoltés se détourneront d'eux pour se jeter dans les bras des fascistes et autres démagogues.

Il faut quitter le terrain de la bonne conscience pour celui du combat social.

E. B.

LETTRE A UN MILITANT DE L'OSL

La lettre qui suit a été adressée à un militant de l'Organisation Socialiste Libertaire qui nous a interpellés. Nous avons pensé que nos explications sur les divergences que nous avons avec cette organisation pouvaient éclairer d'autres personnes, c'est pourquoi nous avons jugé utile de publier ce document.

Tu nous excuseras de répondre avec retard et un peu longuement à ton mot du 2 décembre, mais nous croyons qu'il n'est pas inutile, en toute amitié, de mettre les points sur les i.

Tu nous dis que tu trouves débile que les seuls anars qu'ils y a dans ce pays trouvent moyen de s'exclure entre eux.

Cette remarque fait écho à ton premier petit mot où tu nous trouvais sauf erreur «gonflés» de prétendre que l'Affranchi était le seul périodique d'expression anarcho-syndicaliste de Suisse.

Clarifions les choses tout de suite, nous n'avons jamais prétendu être le seul périodique libertaire ou anarchiste de Suisse!! Nous ne prétendons pas non plus être plus «purs» que d'autres. Nous ne savons d'ailleurs pas du tout à quoi pourraient ressembler de «purs» anarchistes.

L'anarcho-syndicalisme dont nous nous revendiquons

Vaud

est en tout cas, nous pouvons l'affirmer, une doctrine impure, puisque issue de diverses traditions. Elle tire ses origines de la tendance anti-autoritaire de la première internationale (Bakounine), puis du syndicalisme révolutionnaire français (fondé majoritairement par des libertaires, mais opposé à toutes les sectes politiques, y compris anarchistes) et de l'anarcho-syndicalisme espagnol qui a tenté de lier l'organisation syndicale fédéraliste et révolutionnaire à l'idéal anarchiste.

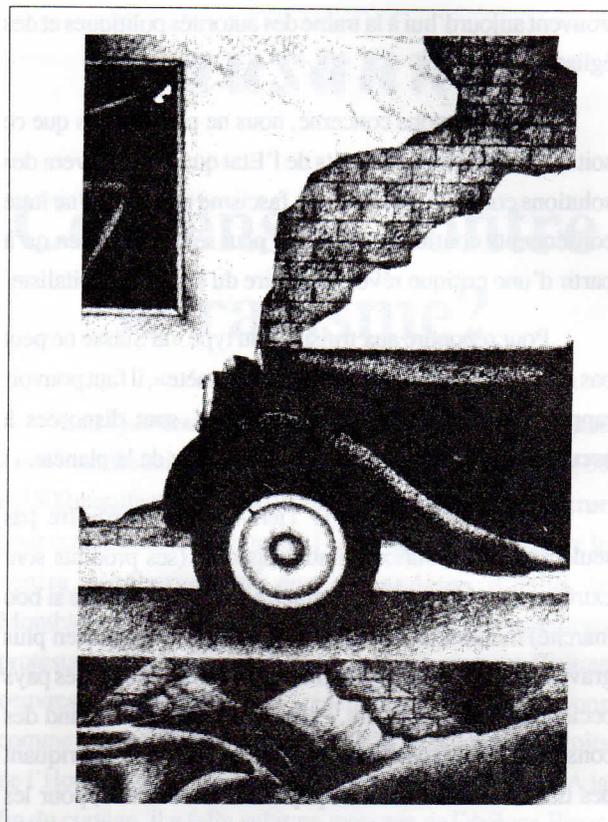
En ce qui concerne l'organisation à laquelle tu appartiens: l'OSL, nous ne prétendons pas lui disputer son «label» libertaire, socialiste libertaire pour être précis. Et nous reconnaissons bien volontiers le fait que les socialistes libertaires sont majoritaires, voire hégémoniques (plus pour longtemps espérons-le) dans le mouvement libertaire... lausannois. De notre point de vue, cette organisation appartient à une tradition bien précise et limitée du mouvement: le marxisme libertaire, dont le théoricien le plus connu fut le Français Daniel Guérin (1904-1988).

Il y a peut-être, comme tu le dis, plusieurs tendances à l'OSL. Il n'en reste pas moins que les principaux initiateurs de cette organisation se situent dans la tradition marxiste. Qu'ils soient «marxistes critiques» ou «post-marxistes», nous n'en avons pas la moindre idée, mais la langue de bois qui caractérise la majorité des articles de «Confrontation» permet de dire, sans aucun doute, que nous nageons dans ces eaux-là.

Le rapprochement actuel avec le PSO, la volonté de construire avec ce parti marxiste (trotskiste) une organisation unique à la gauche de la gauche confirme notre intuition.

Notre deuxième grande divergence avec l'OSL concerne le syndicalisme. L'action qu'a menée l'OSL au sein de la CRT donne une idée de sa conception du syndicalisme. Pour l'OSL le syndicat est une organisation revendicative, de type réformiste, qui doit être dirigée par l'avant-garde libertaire. Ton organisation a essayé de faire calquer cet ancien syndicat chrétien du tertiaire au modèle de «gauche syndicale» que ses organisations «soeurs» pratiquent dans d'autres pays (la SAC en Suède, la CGT en Espagne, le SUD en France). Concernant la CRT l'échec est patent. A Lausanne, les personnes qui ne se trouvaient pas dans la zone d'influence de l'OSL ont, pour la plupart, cessé de militer au sein la CRT, et maintenant ce syndicat demande à adhérer à l'Union syndicale!!! Ce qui est sans doute la conséquence logique du rapprochement politique au sein de la «gauche de la gauche». Quoiqu'il en soit, on brade aujourd'hui la soi-disant originalité de la CRT au nom du mythe de l'unité syndicale.

Comme anarcho-syndicalistes nous pensons que tant que l'exploitation dans le travail restera un trait dominant de la société, il sera nécessaire, pour se défendre, de s'organiser en syndicats. Mais, à la différence des socialistes libertaires et autres, nous ne pensons pas que les syndicats doivent être des organisations simplement revendicatives au sein desquelles on essaie d'avoir une influence. Les syndicats



actuels sont des organisations bureaucratiques qui pratiquent avant tout des formes d'assistance sociale: la défense juridique individuelle et, de temps à autre, la signature de conventions collectives sans rapports de force. En favorisant leur développement nous ne pouvons que faire le jeu des bureaucrates. A moins que le projet soit d'occuper leurs places, ce qui revient au même, les travailleurs sont déresponsabilisés et s'habituent à voir des spécialistes s'occuper de leurs affaires.

En ce qui nous concerne nous sommes pour la constitution de syndicats autogérés par leurs membres et qui annoncent clairement la couleur, car les travailleurs doivent savoir quel projet de société se cache derrière l'organisation à laquelle ils adhèrent. Nous sommes aussi pour des formes de luttes dans lesquelles les exploités puissent prendre en charge leur destinée. Comme les syndicalistes révolutionnaires du début du siècle, nous pensons que la lutte sur le lieu de travail peut constituer une excellente «gymnastique révolutionnaire» qui mieux que n'importe quel discours permet de prendre conscience de la globalité des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la société capitaliste. Nous ne croyons pas à une unité du mouvement ouvrier qui se réaliserait au sein des syndicats actuels ou dans les comités unitaires qui regroupent les responsables politiques et syndicaux.

Dans un autre registre, nous te rappelons que l'illusion de vouloir réaliser l'unité des «mouvements sociaux» avec la

Vaud

crème de la bureaucratie sociale-démocrate a déjà coûté cher à l'OSL. On peut même dire que ton organisation a perdu toute crédibilité auprès d'une des fractions les plus radicale de la société suisse en prenant la responsabilité d'assumer le service d'ordre de la manifestation contre la présence de la Turquie au comptoir suisse en 1990. L'argument utilisé: *les libertaires sont les plus à même de contrôler les autonomes, car ils les connaissent bien*, n'a pas seulement valu à l'OSL de se faire traiter de «flics», il est clair que cela a rejailli sur tous les libertaires, y compris ceux comme nous qui étaiement absolument en dehors de cette affaire.

Tout ce qui précède t'auras, nous l'espérons, fait comprendre pourquoi nous avons choisi de ne pas participer à l'OSL. Il y aurait encore beaucoup de chose à dire,

notamment en ce qui concerne les profondes fractures qui traversent le mouvement libertaire sur le plan international. Mais nous ne voulons pas trop anticiper sur la tâche que s'est donné l'Affranchi, celle de clarifier, depuis la Suisse, les débats qui traversent nos mouvements.

Peut-être que tu souhaites nous rencontrer, tu peux nous contacter par notre case postale.

Amicalement.

Les amis de l'ATT

Lausanne, le 24 décembre 1991

Maurice Joyeux

Le 9 décembre dernier mourait Maurice Joyeux à l'âge de 81 ans. Nous n'allons pas décrire ici l'itinéraire de celui que certains considèrent comme *la personnalité la plus représentative de l'anarchisme depuis la seconde guerre mondiale, (...) la pierre angulaire de la construction du mouvement libertaire français*»(1)

Ceux qui veulent en savoir plus peuvent se référer aux nombreux hommages qui lui ont été rendus dans «le monde libertaire» l'hebdomadaire de la fédération anarchiste française, notamment dans les n° 850, 851 et 852.

C'est d'ailleurs sur l'un de ces témoignages qui nous a beaucoup étonné, pour ne pas dire stupéfié, que nous allons nous attarder ici. Il s'agit de celui d'André Bergeron, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière (FO) jusqu'en 1989.

Que celui qui fut durant de nombreuses années le principal responsable de cette centrale syndicale réformiste plutôt droitière qu'est FO rende hommage, dans les colonnes du «monde libertaire», à son *vieil ami Maurice* a de quoi surprendre, d'autant que les quelques anecdotes que relate A. Bergeron sur les talents de chauffeur de Maurice Joyeux n'apportent rien de bien intéressant. Nous avons donc eu envie d'en savoir un peu plus.

Précisons tout de suite que nous n'allons pas faire ici un procès posthume à Maurice Joyeux. Ce n'est pas de l'homme, ni de l'infatigable propagandiste anarchiste dont il sera question ici, mais uniquement du syndicaliste que fut Maurice Joyeux. Il ne s'agit pas de tirer sur un corbillard, mais de présenter une attitude emblématique, à notre avis, de la conception que de trop nombreux anarchistes se font du syndicalisme.

Il existe chez un certain nombre d'anarchistes une sorte de complexe de supériorité vis-à-vis du syndicalisme qu'ils considèrent comme une activité de second plan, nécessairement réformiste. La seule activité vraiment noble étant celle de la propagande, distillée dans des revues et des cercles restreint, auprès de gens souvent déjà convaincus.

POURQUOI FORCE OUVRIÈRE?

D'abord pourquoi Force ouvrière? En lisant «le monde libertaire», nous avons appris que Maurice Joyeux, après avoir participé activement «aux organisations syndicales renaissantes (CGT, CNT) (...) adhère, dès sa création en 1947, au syndicat Force ouvrière». Il nous faut donc brièvement revenir aux événements de cette époque.

Dans l'après-guerre, le parti communiste est parvenu à obtenir une influence prépondérante sur la CGT, c'est pourquoi des anarcho-syndicalistes, dont Maurice Joyeux, décident de fonder leur propre organisation, la CNT, en 1946. Mais la prédominance stalinienne pose aussi problème au courant modéré de type social-démocrate qui dominait la CGT avant guerre; la scission est inévitable. A la tête de la décision de créer la CGT-Force Ouvrière se trouve, entre autres, Léon Jouhaux qui reçoit le soutien de Léon Blum.

Les syndicalistes révolutionnaires qui adhèrent à FO mettent en avant le fait que ce syndicat respecterait la charte

*Maurice Joyeux
en 1982*



d'Amiens. Mais «c'est une mauvaise référence. Car, si la charte affirmait effectivement l'indépendance des syndicats à l'égard des partis, c'était pour mieux justifier le projet de société dont les syndicats pensaient être porteurs. Or Force ouvrière n'a pas et ne veut pas avoir d'autre projet que celui de la société démocratique traditionnelle.» (2)

Ayant accepté le plan Marshall, FO obtient aussitôt des syndicats américains un soutien politique et financier. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que ce syndicat ait eu plus de facilité à se développer que la petite CNT française.

Mais était-ce vraiment une raison valable pour que des anarchistes participent à ce projet? Faut-il entrer dans un syndicat parce que les travailleurs y adhèrent en grand nombre? Et d'ailleurs les travailleurs participent-ils à FO?

Dans un article datant de 1974(3), Maurice Joyeux nous a laissé une description saisissante de «son syndicat». Commentant le congrès de FO, il nous dit par exemple que l'immense majorité des délégués *occupe des fonctions rétribuées par l'organisation syndicale. S'ils représentent les adhérents plus ou moins consultés statutairement, ils représentent également l'appareil syndical qui parfois subit mais souvent oriente l'opinion ouvrière. (...) La plupart sont devenus des professionnels qui font une carrière syndicale comme on fait une carrière dans l'administration...*

Quel est le rôle de la minorité syndicaliste révolutionnaire dont les anarchistes font partie? *Elle contribue à la crédibilité du caractère démocratique de l'organisation. Les libertaires sont particulièrement appréciés: pour la majorité la présence d'un groupe anarchiste ne constitue pas un danger majeur, et par son fumet révolutionnaire il lui donne bonne conscience...*

Pour nous aider à mieux comprendre encore le fonctionnement de FO, Maurice Joyeux nous décrit son propre syndicat regroupant un peu moins de huit cents employés des organismes sociaux de la région parisienne. Les responsables syndicaux sont élus en assemblée, *mais encore faut-il pour qu'il y ait vraiment démocratie que la masse participe, ce qui n'est pas toujours le cas. Ce sont toujours les mêmes (Maurice Joyeux, depuis quinze ans) qui sont reconduits au comité. Certains responsables, dont Maurice Joyeux, cumulent les mandats: il est également membre de la commission exécutive de la région parisienne.*

Rassurons nous, les cadres syndicaux agissent par altruisme (Sic!), au service des simples adhérents. Voici comment ces derniers sont décrits: *cette masse de huit cents adhérents qui constitue mon syndicat que veut-elle? Faire la révolution? Soyons sérieux! Gérer son entreprise? Rions si nous en avons le courage! (...) En gros elle veut être défendue! Elle paie pour cela.*

Autant par son franc parler, Maurice Joyeux nous décrit les travers de son syndicat, autant il défend bec et ongles sa stratégie et son analyse. Pour lui, le syndicalisme moderne correspond à l'évolution économique, au même titre que le syndicalisme antérieur correspondait à l'économie de la même période (l'infrastructure détermine la superstructure; pour un anti-marxiste, voilà une bien fine analyse). La mission du syndicalisme est la défense des salariés dans le cadre du régime et la construction d'une économie où le patronat et le salariat auront disparu. Nous sommes incapables de provoquer ces changements par notre volonté, car seules les contradictions du régime peuvent créer une situation telle que ce changement s'impose de lui-même (encore une nouveauté!). Et c'est alors que l'action des hommes et le poids qu'ils ont pu acquérir peuvent être déterminants... Autrement dit, en attendant le grand soir, installons-nous à tous les échelons de la hiérarchie syndicale, nous serons bien placés le moment venu!

Nous n'allons pas exposer ici tout ce que ce modèle de pensée et d'action nous inspire. Disons simplement qu'une structure aussi bureaucratique que FO est un très mauvais instrument pour diffuser des idées et des pratiques libertaires, et qu'en y participant on favorise une bureaucratie qui, nous l'espérons, ne jouera aucun rôle dans la construction d'une société où le salariat aura disparu.

Il faudra un jour faire le bilan de quarante-cinq ans d'intervention libertaire au sein des syndicats réformistes. A l'heure où ces organisations battent de l'aile (12% seulement des travailleurs français sont syndiqués) il est à craindre qu'il soit fort maigre. Maurice Joyeux n'est plus mais la réflexion critique au sein du mouvement libertaire doit continuer.

Ariane

- (1) Roland Bosdeveix «le monde libertaire» n°852
 (2) Gilles Martinet «sept syndicalismes», Seuil, 1979
 (3) Maurice Joyeux, le syndicalisme moderne..., «La Rue», n°18

École

Francisco Ferrer (1859-1909)

Figure de proue de la pédagogie libertaire, Francisco Ferrer est le fondateur de l'École Moderne de Barcelone (1901). Ses principes éducatifs visent à la libération de l'individu, à la formation d'hommes et de femmes capables de transformer la société. La pédagogie qu'il met en pratique est tout à fait nouvelle pour l'époque et à l'opposé de ce qui se faisait alors en Espagne. L'école est mixte et laïque, l'enfant dispose d'une grande liberté de mouvement. Il n'y a ni examens, ni punitions, ni récompenses... Cette expérience rencontre un vif succès: en 1905 il y a déjà 147 succursales dans la province de Barcelone, durant quelques années de nombreux établissements basés sur les mêmes principes se créent un peu partout en Espagne... Le premier mai 1906, un jeune homme qui a été bibliothécaire de l'école lance une bombe contre le carrosse du roi Alphonse XIII. Ferrer est accusé d'être l'instigateur de cet attentat. Il fait un an de prison avant d'être acquitté. L'école mère est fermée, Ferrer doit s'exiler. De retour à Barcelone en 1909 on l'accuse d'être le responsable des incendies d'églises qui se sont produits lors de la semaine tragique (rébellion des réservistes expédiés au Maroc). Condamné à mort, il est fusillé le 13 octobre dans un fossé de la forteresse de Montjuich. Sa mort suscita une intense émotion dans le monde entier. De nombreuses écoles Ferrer virent le jour dans ces années-là, il y en eut même une à Lausanne autour de 1910.

Ecole

Eléments d'une réflexion sur l'école

DU 27 octobre au 3 novembre dernier le Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne a organisé plusieurs animations sur le thème de l'école. L'article qui suit reprend en partie les thèmes abordés dans mon exposé sur l'école aujourd'hui.

Parmi les institutions qui modèlent les individus pour les rendre conformes et fonctionnels, l'école joue un rôle important. Alors que d'autres institutions, comme l'armée, sont remises en cause, l'école a bien peu d'ennemis. A ma connaissance, ce n'est que chez certains anarchistes que l'on trouve encore des opposants déterminés à l'embrigadement scolaire. Durant cette semaine de réflexion, une copine nous a parlé de son refus d'envoyer ses enfants à l'école et nous avons pu voir le petit film de J. Celma, «L'école est finie», un violent cri de révolte contre cette institution.

D'un autre côté nous avons découvert, lors de la première conférence, un aspect constructif de l'idée anarchiste, la pédagogie libertaire, avec l'exemple des écoles Ferrer au Brésil entre 1912 et 1920. Je pense qu'il est utile de rappeler brièvement les quatre grands principes sur lesquels s'appuyaient les écoles Ferrer brésiliennes:

1) L'appui mutuel ou solidarité, 2) action directe ou participation des enfants, 3) la propagande des idéaux libertaires, 4) l'autogestion.

Cet exemple donne une idée générale. Je ne pense pas que l'on puisse dire qu'il n'y a qu'une pédagogie libertaire. La pédagogie libertaire, pour moi, c'est la libre expérimentation de méthodes diverses, basées sur des principes éthiques comme la liberté, l'égalité, l'autonomie, l'épanouissement de la personne...

Les écoles Ferrer ont été des solutions amenées par les libertaires, la majorité du mouvement ouvrier à l'époque, pour répondre à la quasi inexistence d'écoles accessibles aux enfants des travailleurs au Brésil.

La situation est bien différente aujourd'hui dans un pays comme la Suisse. La scolarité joue un rôle de plus en plus important dans l'éducation des jeunes: prolongation des études, stages de formation, formation continue, ainsi que les

cours divers pour lesquels chacun est invité à mettre à profit ses loisirs...

A l'heure où les restrictions budgétaires et l'augmentation des effectifs des classes pourraient nous entraîner à défendre l'école telle qu'elle est, il n'est pas inutile de mettre à nu un certain nombre de mécanismes qui font de cette institution l'un des rouages essentiels du système que nous subissons.

LE GRAND ENFERMEMENT

Quelques éléments historiques sont utiles pour préciser le rôle que joue l'école, dans les pays occidentaux notamment. L'instruction publique obligatoire s'est développée en parallèle avec un phénomène plus général qui précède et accompagne la révolution industrielle, celui que Michel Foucault a appelé «le grand enfermement», c'est-à-dire la concentration des personnes dans des lieux clos fermés sur l'extérieur (l'usine, l'hôpital, la prison...).

A côté de son but avoué, à l'origine (et maintenant): permettre au plus grand nombre d'accéder à une instruction élémentaire; l'école publique a comme objectif de contrôler et d'homogénéiser les populations laborieuses. Elle leur apprend une série de choses nécessaires au fonctionnement des industries naissantes: la ponctualité, le respect de l'autorité, la capacité de rester sans bouger à sa table durant des heures... L'école se développe aussi pour répondre aux besoins de former des spécialistes dans tous les domaines.

L'école est également mise à contribution, de façon plus ou moins subtile selon les régimes politiques, pour diffuser des idées patriotiques ou autres auprès des jeunes. Les enfants qui ont été obligés de participer aux commémorations du 700ème en savent quelque chose.

Tout au long de son histoire l'instruction publique obligatoire a eu comme effet de briser et d'affaiblir les autres formes de culture. La culture orale a pratiquement disparu, un certain nombre de langues, de patois, ont disparu, remplacés par les langues officielles. Aujourd'hui encore, la langue de l'école, des maîtres, des manuels est celle d'une certaine catégorie de la population à laquelle les enfants des classes défavorisées doivent s'adapter, ce qui les handicape dans leur

École

scolarité. Sur ce problème on peut lire l'ouvrage déjà classique de Basil Bernstein, *Langage et classes sociales*, Paris, éd. de Minuit, 1986. (1ère édition anglaise 1971).

L'avancée de l'écrit qui se développe en parallèle avec l'école favorise aussi le développement des organisations



bureaucratique.

Pourtant on ne peut affirmer que l'école publique n'ait constitué qu'un instrument d'intégration et de répression. Elle a aussi donné aux exploités des outils (comme la lecture ou l'écriture) qui sont utiles pour remettre en cause le système. L'accès des couches populaires au langage écrit a, involontairement, favorisé la diffusion d'idées communes unifiantes, et permis de développer la solidarité au sein du mouvement ouvrier. On peut se demander si l'anarchisme existerait sans la culture écrite.

L'élite dirigeante pense d'ailleurs souvent qu'une excessive formation scolaire peut être dangereuse pour l'ordre public. Dans son rapport sur l'instruction publique de Genève, en 1837, le professeur Mumier, recteur de l'Académie, dit qu'il y a des risques que l'élève abuse des connaissances élémentaires qui lui sont données *pour se corrompre*. Il signale que *de nos jours, à raison du bas prix des livres et de l'active circulation des livres mauvais, l'art de lire est une arme à double tranchant, et peut devenir un présent funeste à qui n'est pas fortement garanti contre le déplorable abus qu'il est de plus en plus exposé à en faire*. Cette citation ainsi

que celle qui suit (*en italique*) est tirée de l'ouvrage d'André Petitat, *Production de l'école — Production de la société...*, Genève, Droz, 1982.

Quand on sait que les autorités vaudoises limitent toujours, de façon stricte, à un tiers des jeunes environ l'accès aux filières pré-universitaires, on peut penser que la doctrine qui veut que les futurs travailleurs manuels ne soient pas trop «cultivés» a implicitement toujours cours ici.

DE L'ÉCOLE À DEUX VITESSES À L'«ÉGALITÉ DES CHANCES»

En recherchant des informations sur l'histoire de l'école publique en Suisse, j'ai été frappée de constater que dans le canton de Genève, il se produisait, il y a un siècle, un phénomène semblable à ce qui se passe encore aujourd'hui au Brésil. Il fallait absolument suivre des écoles privées, dans le primaire, pour avoir des chances d'entrer à l'Université. Il existait une frontière étanche entre l'école publique primaire et le collège secondaire. Par la suite, à l'initiative de la bourgeoisie éclairée, et aussi en partie à cause des protestations des socialistes, un «tronc commun» ouvrant, à partir d'un certain âge, aux diverses filières se met en place à l'école primaire.

Ce changement s'accompagne d'une nouvelle idéologie: celle de l'égalité des chances. On se met à croire que par la sélection opérée par l'école, les gens occuperont, dans la société, la place qui correspond à leurs dispositions naturelles et qu'une véritable justice sociale va se mettre en place.

Ainsi, l'intégration à l'école cesse d'être passive et subie par le peuple. Elle devient une intégration active au système, une adhésion volontaire à ses valeurs. *La société républicaine vise moins l'asservissement passif et résigné à un ordre social, (...) qu'une intégration active fondée sur le respect de la constitution, l'attachement à la patrie et l'espérance de mobilité, c'est-à-dire de promotion sociale.* Cette intégration est plus efficace, selon André Petitat, que celle basée sur l'étanchéité entre les classes, qui interdisait de façon visible l'accès du peuple aux filières dites «nobles».

Mes lecteurs savent, je pense, que la réussite scolaire et l'accès aux professions bien rémunérées est toujours bien plus facile pour ceux dont les parents sont cadres ou exercent des professions libérales que pour les enfants d'ouvriers.

Tous ceux qui s'intéressent aux sciences humaines savent que l'intelligence n'est pas héréditaire, et que toute une série de facteurs sont responsables du fait que les enfants des familles privilégiées connaissent en proportion une réussite scolaire très élevée, alors qu'elle est très faible chez ceux qui se trouvent en bas de l'échelle sociale.

Sans entrer dans les détails des causes de ce phénomène (que l'on ne peut pas étudier dans le canton de Vaud, car les

École

statistiques ne sont pas publiées... Est-ce un hasard?), je vais donner en vrac quelques éléments:

— Les enfants des classes privilégiées bénéficient, grâce à leur entourage, d'une culture (stimulation, langage, connaissances...) qui correspond aux exigences scolaire. Ils peuvent être aidés pour leurs devoirs scolaires. Ils ont une chambre à eux pour étudier tranquillement...

— Les parents aisés et instruits élaborent des stratégies pour favoriser la réussite de leurs enfants (écoles privées, répétiteurs...) Ils sont informés sur les débouchés réels de telle ou telle filière. Ils osent «tricher» en faisant, par exemple, redoubler un enfant, afin qu'il soit admis dans la filière de leur choix...

— Avec le même diplôme en poche, les inégalités liées à l'origine sociale persistent. Le fait d'avoir «des relations» et de l'argent aide beaucoup pour avoir accès à l'emploi souhaité, pour se mettre à son compte etc.

L'institution scolaire s'est donné les moyens de convaincre la majorité des gens qu'elle est égalitaire et que c'est en apprenant scrupuleusement ce qui s'y dit que l'on a des chances de réussir.

Beaucoup de gens pensent que la réussite professionnelle est véritablement due aux «aptitudes», et non avant tout à d'autres mécanismes de sélection.

Ceci est aussi dû au fait que dans nos société, un grand nombre de personnes ont eu l'impression de connaître une véritable promotion sociale par rapport à leurs parents. Beaucoup de fils d'ouvriers sont devenus employés. Il faut mettre cela en rapport avec l'évolution du marché du travail: les postes d'ouvriers diminuent alors que ceux d'employés augmentent, mais il n'y a pas de véritable amélioration du statut social. Les hiérarchies se perpétuent.

Bien sûr, il y a aussi des exceptions, des cas d'ascension sociale véritable, qui donnent de la crédibilité au système.

CHANGER L'ÉCOLE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ?

Derrière un grand nombre de réformes scolaires, il y a la volonté de voir évoluer la société vers plus de justice sociale, vers une amélioration générale du niveau de vie pour tous.

L'objectif de voir 80% des jeunes accéder au baccalauréat mis en avant par le gouvernement socialiste français va officiellement dans ce sens.

Ceux qui sont partisans de maintenir l'accès aux études supérieures à une élite restreinte nous disent que l'entrée en masse à l'Université a dévalorisé les diplômes universitaires sur le marché du travail, ce qui est vrai. Il faut de plus en plus souvent entreprendre de nouvelles études, après une licence universitaire, pour obtenir un poste de travail intéressant.



Pourtant les «socialistes» et autres «progressistes» ne poursuivent pas que des chimères. L'évolution de l'école, dans les pays occidentaux, est aussi à situer dans le partage des tâches au niveau mondial qui refoule une bonne part des travaux manuels, non qualifiés, dans les pays du Tiers-Monde où la main-d'oeuvre est moins chère. Daniel Goeudevert, le numéro deux de la Volkswagen, qu'Edith Cresson a pris comme modèle de patron peu après son arrivée à Matignon, se demande si *l'Europe n'aurait pas intérêt à ne garder que ce qui est de haute technologie, et à faire réaliser les travaux d'autre nature à l'étranger*. Ce «nouveau» patron pense que *par ce type de délégation du travail, on pourrait accepter ici une éventuelle réduction des heures travaillées (...) qualitativement plus rémunératrices...* (Le Nouveau Quotidien 8.11.91).

Le puissant développement que connaît l'institution scolaire dans un certain nombre de pays occidentaux révèle l'influence des sociaux-démocrates et autres néo-partisans du «socialisme» dans un seul pays, qui pensent pouvoir sortir leur aiguille du jeu tout en acceptant les règles de la société libérale de concurrence généralisée.

Rien ne garantit que l'argent investi dans l'école améliore nécessairement une économie nationale, mais si tel était le cas, dans le cadre du marché capitaliste, cela serait nécessairement au détriment d'autres pays du monde.

L'EXEMPLE DANOIS

Une meilleure école, moins sélective, plus solidaire, peut-elle, en changeant les mentalités, favoriser des changements allant dans le sens de nos idées?

Lors de la première discussion que nous avons eue au CIRA, une personne a donné l'exemple du Danemark. Dans ce pays il existe des méthodes de sélection beaucoup moins contraignantes qu'en Suisse. Les enseignants ne mettent pas de notes jusqu'à quatorze ou seize ans. Il existe un «tronc commun» jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. Les enseignants favorisent la solidarité, le travail de groupe... Ce système est évidemment bien plus favorable pour les enfants que celui que nous connaissons ici mais, à mon avis, il doit

ÉCOLE

aussi jouer un rôle d'intégration et de légitimation vis-à-vis d'une société qui reste très éloignée de la société que nous souhaitons construire.

Je ne connais pas la situation danoise, mais je crains que, comme ailleurs, la sélection s'effectue tout de même suivant l'origine sociale. Il serait intéressant de savoir si les Danois qui occupent des postes subalternes sont satisfaits de leur sort, puisqu'ils n'ont pas été capables d'obtenir les diplômes nécessaires pour d'autres emplois, ou s'ils arrivent malgré tout à dénoncer les injustices (bas salaires pour des emplois pénibles, exploitation...).

Il me semble que malheureusement quand certaines idées «libertaires» sont reprises par l'école officielle, elles visent surtout à prévenir les oppositions, les révoltes, plutôt qu'à changer les choses. Bien des méthodes «modernes» servent avant tout à séduire les élèves et leurs parents, dans le but d'entraîner leur adhésion au système, plutôt qu'à diminuer les injustices. L'institution ne se transforme d'elle-même que pour assurer sa survie. Cela ne veut pas dire qu'un système rétrograde entraîne plus de luttes ou de résistance de la part des exploités. Une école très sélective, hiérarchique et autoritaire provoque plus souvent la soumission que la révolte.

LE CANTON DE VAUD

Ici dans le canton de Vaud nous sommes confrontés à des dirigeants particulièrement cyniques qui sont parvenus à obtenir l'adhésion ou du moins la passivité de la population face à un système scolaire extrêmement sélectif et passablement absurde sur le plan pédagogique.

Peu de gens mettent en doute la «scientificité» du «tronc commun» qui s'arrête à douze ans, et la division en trois catégories par la suite: la voie royale qui ouvre les portes aux études universitaires (pré-gymnasiale), la voie moyenne (division supérieure) et la voie de garage (terminale à option). Sous de nouvelles appellations, le système de toujours a été conservé, et chacun s'y adapte avec fatalité ou avec enthousiasme. L'autre jour j'entendais dans le bus une jeune fille qui disait à une autre: tu vas faire un apprentissage de coiffeuse... c'est pas mal pour une terminale à option... Quant à l'association des parents d'élève, elle est bien peu critique. Je me souviens qu'en bons vaudois ses dirigeants se disaient «déçus en bien» après le remplacement de l'examen couperet par la 5ème année course d'obstacles. Les parents ne critiquent pas les devoirs à domicile ou les horaires scolaires qui rendent pratiquement impossible l'accès à l'emploi pour les mères de jeunes enfants, etc.

Je crois avoir démontré que l'école est en premier lieu l'endroit où les valeurs dominantes sont, de façon plus ou moins subtiles, inculquées aux enfants et adolescents, mais je pense aussi que l'école porte en elle un certain nombre de contradictions. Par exemple l'objectif affirmé d'égalité des

chances qu'elle revendique, mais ne réalise pas. Je crois que nous devons faire connaître cette réalité, ne serait-ce que pour convaincre ceux que le système considère comme des «déchets» de leur égale dignité. Beaucoup de travailleurs se considèrent incompetents pour critiquer la société, car l'école les a convaincu qu'ils étaient nuls. Il faut que tout le monde sache que l'échec scolaire n'est pas un problème personnel, mais qu'il est nécessaire au système. Il faut faire connaître les mécanismes qui font que l'école défavorise ceux qui sont déjà défavorisés dans les autres sphères de la société.

Mieux connaître les mécanismes réels de l'école permet aussi de situer plus précisément qui constitue la classe dominante. Ce ne sont pas seulement les patrons ou les hommes politiques qui ont le pouvoir dans cette société, ce sont aussi tous les technocrates qui donnent la forme et le contenu aux institutions qui, comme l'école, se chargent d'intégrer les gens.

Les enseignants et les écoliers peuvent, dans leur pratique quotidienne, contester les idées et les méthodes officielles. Des expériences de résistance à l'arbitraire et à l'autorité existent. Rappelons-nous par exemple l'affaire Paschoud. Il y a cinq ans, des gymnasiens lausannois sont parvenus, par une mobilisation, à faire muter une prof. d'histoire d'extrême-droite sympathisante des thèses révisionnistes sur le génocide nazi. L'école n'est pas neutre, c'est un lieu où des rapports de force entre diverses conceptions du monde s'affrontent.

Pour critiquer le système il faut avoir en tête d'autres modèles d'enseignement. Je reviens aux exemples de pédagogie libertaire dont nous avons discuté durant cette semaine de réflexion.

Je pense qu'il est utile de mettre en place, quand on le peut, des écoles alternatives. Une petite école comme celle de Summerhill, ou d'autres expériences libertaires ont eu un retentissement dans le monde entier.

Les solutions individuelles comme le refus d'envoyer ses enfants à l'école choquent le public, entraînent des discussions, c'est une forme de propagande par le fait...

Je crois qu'il n'y a pas de recette miracle. Quelles que soient les critiques que l'on veut adresser à l'école, les actions que l'on entreprend, il faut se donner des possibilités de les diffuser, de les rendre accessibles au plus grand nombre, et non pas se borner à essayer de trouver des solutions pour une petite minorité anarchiste qui tenterait de s'aménager une sorte de cocon douillet en marge de la société.

Ariane

ITALIE

LE GLADIO

Le Gladio (Glaive) était (est?) un groupe secret paramilitaire lié à la CIA et à l'OTAN. Son existence a été révélée en novembre 1990, en Italie, notamment par des déclarations du président du Conseil des ministres Giulio Andreotti.

Le Gladio a constitué une pièce déterminante du dispositif des services secrets américains, dans le cadre de leur intervention permanente au sein de la vie politique italienne depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

Comme l'écrit F. Vitrani, au même titre que Brejnev l'énonçait pour les pays de l'Est, les USA ont appliqué à l'Italie une version occidentale de la souveraineté limitée («Le Monde Diplomatique», déc. 90). Ce pays a toujours été considéré comme le «ventre mou» de l'alliance atlantique. Dans le même article, Vitrani signale que l'objectif principal des USA figurait dans un document secret du commandement général de l'état-major des forces armées américaines adressé aux services secrets italiens et français; il s'agissait de *réduire les forces des partis communistes, leur influence (...) en particulier dans les syndicats, de manière à réduire le danger que le communisme puisse s'installer en Italie et en France, lézant les intérêts des Etats-Unis dans ces deux pays...* Ce document précisait que *la limitation du pouvoir des communistes est un objectif prioritaire qui doit être atteint par tous les moyens.*

Pour en revenir à l'actualité, il faut noter que l'affaire du Gladio coïncide avec la découverte de plusieurs armées clandestines en Europe occidentale. (La P26 et la P27 en Suisse par exemple).

Cet article va tenter de montrer que l'activité du Gladio et d'autres forces occultes a favorisé les courants les plus réactionnaires de la société italienne, réalisant ce que l'on pourrait appeler un «coup d'Etat blanc». C'est-à-dire la réalisation des objectifs de groupes d'intérêts particuliers, par la conspiration et la terreur, mais sans avoir recours au renversement violent du pouvoir d'Etat.

Pour comprendre ce que représente le Gladio il faut connaître une série de données qui ont souvent été complètement occultées.

En 1940 le «National Security Council» a élaboré le concept appelé «Great Area» (grande aire), nom donné par les Etats-Unis au projet impérialiste qu'ils entrevoyaient après leur entrée en guerre. Dès que l'issue de la guerre a paru évidente, les Etats-Unis ont su qu'ils allaient disposer d'une position prédominante jamais vue auparavant. L'analyse géo-politique qui était faite affirmait que la Great Area devrait inclure l'hémisphère occidental, l'Extrême-Orient, le Commonwealth et le Moyen-Orient. Pour chaque région des plans ont été établis, et des structures institutionnelles proposées. Les événements qui se sont produits en Italie montrent que le projet de «Great Area» a été poursuivi jusqu'à ces dernières années.

Il nous faut partir des actions effectuées en Italie, dès juillet 1943, date du débarquement des troupes alliées en Sicile. La mafia, ayant facilité le débarquement, obtint à ce moment-là un pouvoir local. Environ 62 mafiosi sont nommés syndics et l'on voit des gangsters connus circuler en uniformes de l'armée américaine. Par exemple Vito Genovese, impliqué dans 51 homicides.

A cela suivront les fuites de fascistes et de nazis facilitées par l'OSS (ancêtre de la CIA). Parmi eux le jeune prince Valerio Borghese, qui sera le responsable de la tentative de coup d'Etat en 1970 et Licio Gelli, le vénérable maître de la loge maçonnique P2.

(La P2 est une loge maçonnique, créée par Licio Gelli. Elle a été au centre de nombreuses enquêtes pour attentats, tentatives de coup d'Etat, conspiration... Malgré cela elle s'en est toujours sortie à peu près indemne; L. Gelli vit actuellement libre en Italie. Tout laisse à penser que la P2 continue à exister et poursuit toujours les mêmes fins.)

A la fin de la guerre, la fonction anti-communiste du nouvel Etat «libéré» commence à se profiler. Dès le

débarquement, trente rapports dans lesquels les communistes sont fichés, province par province, sont envoyés à Washington.

En octobre 1944, un groupe d'industriels, des hommes d'affaires, de grands propriétaires terriens s'organisent, sous l'égide d'une loge maçonnique, pour éliminer du monde politique italien tous les pro-communistes en finançant des bandes de tueurs, recrutés chez les ex-fascistes et gangsters professionnels et utilisés pour des attentats contre la population civile, sous de faux signalements qui font passer les communistes pour responsables. (Maquis, Dossier N° 2, 1985 «Italia: il conflitto segreto»). Ceci ne sera connu qu'en 1974, après la publication d'un rapport secret (document OSS 99355 du 24.11.1944).

En 1945, l'Eglise s'exprime elle aussi sur ce thème. Le pape Pie XII donne l'ordre à tous les évêques d'Italie d'intensifier «par n'importe quel moyen» la lutte contre les communistes et interdit aux catholiques de militer dans des partis de gauche (document OSS L. 58565 du 20.07.1945).

La mafia s'en mêle aussi. Dans une réunion tenue à Palerme le 21.22.46, le chef mafieux Giuseppe Cottone déclarait (...) *la mafia est prête à combattre le communisme, même avec les armes.* Le premier mai 1947, le bandit Salvatore Giuliano ouvre le feu à Portella delle Ginestre (Sicile) sur des ouvriers en fête, il y a 7 morts et 33 blessés. Il fera parvenir une lettre revendiquant ce massacre au président américain Harry Truman.

En 1948, le «National Security Council» décide de soutenir les mouvements clandestins anti-communistes en Italie avec une aide financière et militaire. L'existence de cet appui apparaît dans une note signée par le colonel J. Williams (document 740454).

Des statistiques de l'époque nous montrent quelle sera la conséquence de cette «aide». Entre 1948 et 1953, 93'000 ouvriers subissent des procès en Italie, 61'243 sont condamnés à un total de 20'426 années de prison. 75 ouvriers sont tués et 5'104 blessés durant des manifestations.

En 1948, un an après l'élaboration de la doctrine Truman, par laquelle les États-Unis s'arrogent «la direction du monde», George Kennan, chef du secteur planification du département d'Etat de Washington, écrit dans un document interne réservé: nous possédons environ 50% des richesses mondiales et seulement 6,3% de la population mondiale.

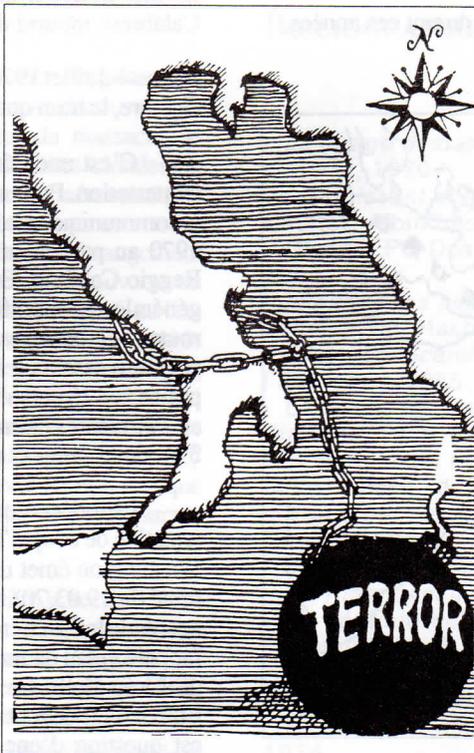
Notre tâche consiste maintenant à nous assurer de ce bien-être, sans nous abandonner au sentimentalisme ni à la bienfaisance.

En 1951, le «National Security Council» émet un document qui semble être le prélude à la constitution du Gladio. Dans ce document on peut lire: *Dans le cas où les communistes parviendraient à accéder au gouvernement italien par des moyens légaux... ou dans le cas où ce gouvernement cesserait de montrer sa détermination à s'opposer à la menace communiste interne ou externe les États-Unis devraient prendre des mesures...* (partie censurée) ... (directive du NSC, 05.01.51).

En septembre 1953, après une défaite de la démocratie chrétienne aux élections, William Colby (qui sera par la suite directeur de la CIA de 1973 à 1976) débarque à Rome où il reste cinq ans. Pendant cette période, il enrôle une armée d'informateurs. Durant ces années, le chef des services secrets italiens, le général Giovanni De Lorenzo, fiche 157'000 Italiens et favorise la croissance, ou même la naissance de nombreux groupes néo-fascistes (par exemple «ordine nuovo»). En 1964, ce même général tente un coup d'Etat, avec la pleine approbation des USA. C'est un échec. Le projet de coup d'Etat prévoyait l'emploi de milices de volontaires de droite. En parallèle se déroulaient de grandes manœuvres de l'OTAN.

C'est à cette époque que commence la véritable «stratégie de la tension» qui est fidèle aux directives des USA, en particulier à un livre intitulé «Manuel pratique pour un coup d'Etat». Son auteur, Edward Luttwak, est conseiller militaire à la Maison Blanche. Les méthodes qu'il décrit dans ce livre seront expérimentées avec succès au Chili avec l'arrivée au pouvoir de Pinochet. On saura plus tard que le coup d'Etat au Chili correspond à la directive OTAN n° 57 élaborée par 26 généraux de l'OTAN dont 2 italiens.

Pour réaliser un coup d'Etat dit Luttwak, on a besoin d'un organisme subversif capable d'infiltrer ses hommes dans tous les secteurs névralgiques de la vie nationale, des forces armées aux services secrets, à la police, dans la haute bureaucratie de l'Etat, les médias, le gouvernement, l'industrie, la magistrature... Avec cette stratégie n'importe quel événement de portée apparemment modeste peut fonctionner comme support d'une action subversive et



l'intervention militaire décisive peut être effectuée, si nécessaire, également par une force restreinte. Quand le coup est envisagé dans le lieu même du pouvoir (gouvernement, armée...) l'intervention finale peut devenir inutile.

Ce qui frappe le plus en lisant ce livre c'est que Luttwack ne donne une analyse détaillée que de l'Italie. Les passages les plus intéressants sont ceux où il dit qu'il faut avant tout neutraliser les forces susceptibles de résister au coup d'Etat. Cela peut se faire en infiltrant et utilisant des fascistes ou en faisant dégénérer la situation interne avec des attentats que l'on attribuera à la gauche. Le discours implicite est le suivant: pour instaurer un régime autoritaire, il faut donner l'impression de défendre la démocratie.

Voyons ce qui se passe en Italie durant ces années:



— Novembre 1964, un wagon du train «Brenner Express» explose. L'attentat est attribué aux services secrets (étrange, mais vrai). A la suite de ce scandale, les services secrets changent de nom, de SIFAR en SID... Mais la stratégie reste la même.

— Septembre 1967, une valise bourrée d'explosifs saute dans le train «Alpen Express», tuant deux gardiens de la police ferroviaire.

— Le 25 avril 1969, une série de bombes explosent à la foire et à la gare centrale de Milan, provoquant une vingtaine de blessés. Les groupes d'extrême-gauche sont alors incriminés.

— Le 8 août 1969, huit explosions se produisent dans des trains, bilan 12 blessés...

— Le 6 octobre 1969, explosion d'une bombe à la frontière yougoslave à Gonzia. Le président de la République italienne est alors en visite en Yougoslavie.

— Le 12 décembre 1969, c'est le massacre de la Piazza Fontana à Milan: 16 morts et 87 blessés. Ce même jour trois bombes explosent à Rome et une bombe est trouvée à Piazza della Scala à Milan. Tous ces attentats sont attribués à des anarchistes. Au cours de l'interrogatoire, un anarchiste, Pino Pinelli est jeté par la fenêtre. Pour la police c'est un suicide. Le procès de cette affaire conclura à un «malheur». Les policiers responsables ne seront jamais incriminés, au contraire ils bénéficieront de promotions. L'un d'entre eux, Luigi Calabresi, mourra dans un attentat attribué à la gauche.

— Juillet 1970, une charge d'explosifs fait dérailler, en Calabre, le train qui va en Sicile, il y a 7 morts et 56 blessés.

C'est une période durant laquelle règne une intense contestation. Pour avoir une idée de l'ambiance on peut lire le communiqué que le ministre de l'intérieur fait en septembre 1970 au parlement sur la situation dans la seule ville de Reggio Calabria. En deux mois il y a eu 19 jours de grève générale, 25 manifestations, 12 attentats, 32 barrages des routes, 12 barrages ferroviaires, 23 affrontements avec la police, 6 assauts à la préfecture, 4 au quartier général de la police.... 426 personnes ont été dénoncées ou arrêtées. Il y a eu 191 blessés parmi la police et 27 parmi les civils ainsi que 3 morts (2 civils et un militaire).

Le 7 décembre 1970, Julio Valerio Borghese fait une tentative de coup d'Etat qui sera un échec... La même année, Washington émet un document secret classé NOSOFORM (daté du 19.03.70). Ce document qui était adressé aux seuls agents de la CIA a été retrouvé avec les plans d'un coup d'Etat (appelé «plan de renaissance démocratique»), dans la valise de Licio Gelli. Ce document parle de l'influence que les Etats-Unis peuvent exercer sur plusieurs pays dont l'Italie. Il est question d'une activité de recrutement dans tous les secteurs de la société italienne (armée, services secrets, magistrature, etc.) Cette méthode est semblable à celle employée par la P2 de Gelli et aux descriptions du manuel de Luttwak pour un coup d'Etat parfait.

Beaucoup de gens ont fait aujourd'hui le rapprochement entre la P2 et le Gladio. En fait la P2 est beaucoup plus importante que le Gladio qui est une cellule armée et non une tête pensante.

En 1974 une autre tentative de coup d'Etat, dénommée la «Rose des vents», a eu lieu en Italie. Elle s'appuyait sur une structure similaire au Gladio actuel. Cette même année un autre attentat de train a lieu, celui de l'Italicus, où il y a 12 morts et 40 blessés. Les attentats cités ici ne sont que les exemples les plus frappants. Il y en eut beaucoup d'autres,

toujours accompagnés par d'étranges mouvements de groupes néo-fascistes... mais généralement ce sont des groupes d'extrême-gauche ou des anarchistes qui sont incriminés.

Tous ces complots visent le même objectif: la recherche d'une stabilisation interne favorisant les tendances les plus réactionnaires de la société italienne. Cette stratégie se poursuit encore aujourd'hui avec les attentats dirigés contre les juges qui enquêtent sur ces années-là.

Venons-en plus précisément au Gladio, la dernière, dans l'ordre des découvertes, des associations visant à amorcer un tournant réactionnaire en Italie. Déjà les juges qui enquêtaient sur le massacre de la gare de Bologne du 2 août 1980 où 85 personnes ont perdu la vie, avaient émis l'hypothèse de l'existence d'un organisme secret responsable de plusieurs attentats en Italie.

Un autre juge, le juge Casson de Venise, enquêtant sur le massacre de trois carabinieri à Peteano, découvre que l'explosif utilisé est le même que celui du massacre de Bologne. Il découvre aussi un dépôt d'armes clandestin, contrôlé par le SISMI, les services secrets de l'aéronautique. Casson demande alors à voir certains documents secrets du SISMI, requête qui lui est d'abord refusée, puis étrangement accordée. Il n'a pas le temps d'annoncer la découverte du Gladio, car Giulio Andreotti l'avait précédé. Celui-ci, au lieu de subir les conséquences de l'enquête, s'en est fait ainsi le promoteur. En annonçant cette découverte sensationnelle, Andreotti affirme que la structure du Gladio n'a jamais été responsable d'attentats en Italie, mais tout semble dire le contraire. Sur les 139 dépôts d'armes du Gladio, seules 127 ont été découverts, les autres sont introuvables et il manque à l'appel le même explosif que celui utilisé lors des massacres de Bologne et Peteano.

Les politiciens se retranchent derrière le secret d'Etat, solution qu'ils ont déjà adoptée lors de l'enquête parlementaire sur la P2 de Gelli. Les juges qui menaient l'enquête ont demandé à consulter le dossier des services secrets sur Gelli, on leur a répondu qu'il était dans les mains des Américains. Ces derniers ont refusé de le donner en prétextant le secret d'Etat.

Interrogé par l'hebdomadaire «Avvenimenti» sur le Gladio, Licio Gelli a déclaré calmement qu'à «un certain niveau» tous connaissent le Gladio. Quand on lui demande pourquoi Andreotti s'est décidé à en parler maintenant, quarante ans après sa création, Gelli répond ironiquement: *le Gladio a rempli sa mission, la preuve? Ils n'en ont plus besoin...*

Et ceci est vrai. Le communisme et les autres idées anti-capitalistes, révolutionnaires, anarchistes... ont constitué, il y a quelques années, un danger pour le système. Aujourd'hui, ceux qui défendent encore ces idées sont très isolés; du moins c'est ce que le pouvoir veut faire croire.

D'autre part tout semble indiquer que «les plans de la renaissance démocratique» se poursuivent malgré les enquêtes. Pour l'accomplissement complet de ces plans manquent encore quelques réformes institutionnelles (de l'armée, du système parlementaire, etc.) et la république présidentielle (élection directe du président de la république), projet toujours défendu par les groupes d'extrême-droite. Actuellement le parlement italien planche sur ces projets.

Salvo

BIBLIOGRAPHIE

- *La strage di stato*, Samona' e Savelli, ed. La nuova sinistra, 1970.
- *Le croissant et la croix gammée*, R. Falligot et R. Kauffer, Albin Michel, 1990.
- *Gladio EPO Dossier*, Jam Willems, ed. Reflex, 1991.
- *Intelligences secrètes*, Fabrizio Calvi et Olivier Schmidt, ed. Hachette, 1988.
- *30 anni di Scandali*, Giampaolo Pansa, ed. l'Espresso, 1985.
- *Le bombe dei padroni*, Crocenera Anarchica, ed. La Fiaccola, 1989.
- *La ripresa del movimento anarchico italiano*, Italo Rossi, ed. RL, 1981.
- *Storia dei servizi segreti in Italia*, G. de Lutiis, ed. Riuniti, 1984.
- *Il partito del golpe*, Gianni Flamini, ed. Bovolenta.
- *Gli Americani in Italia*, Roberto Faenza et Marco Fini, ed. Feltrinelli, 1976.
- *Il malaffare*, R. Faenza, ed. Mondadori, 1978.
- *Le stragi del SID, generali Sotto accusa*, R. Pesenti, ed. Mazzotta, 1974.
- *SID e partito americano*, M. Sassano, ed. Marsilio, 1975.
- *I dieci anni che sconvolsero il mondo*, ed. Arcana, 1978.
- *Italia: il conflitto segreto*, AA.VV., Maquis Dossier n° 2, 1985.
- *Il paese del colpo di stato permanente*, AA.VV. Maquis Dossier, n° 3, 1985.
- *Avvenimenti* (settimanale), anno III n° 36, 43, 46, anno IV n° 8, 12, 22.

Prisonniers

ANARCHISTE SUISSE ARRÊTÉ À CARRARE (ITALIE)

Le 5 novembre dernier, une patrouille de carabinieri a arrêté deux hommes dans les environs de Carrare. Il s'agissait de Giancarlo Sergiampetri de nationalité italienne et Marco Camenisch (dit Martino) de nationalité suisse.

A la fin d'une année de commémoration, de discours et de flonflons où il a tant été question d'utopie(!) en Suisse, l'histoire de Marco témoigne d'une réalité méconnue de ce pays: celle de la révolte.

Marco Camenisch est né à Campocologno (Grisons). Fils d'un garde-frontière, il est bon élève jusqu'au jour où, peu avant son bac, il décide d'abandonner l'école. Il explique ainsi sa décision: «A l'école j'ai appris à réfléchir, j'ai compris les mécanismes du système d'exploitation de notre société».

Fin 1979, il fait sauter un pylône à haute tension endommageant un pilier de soutien. Puis il participe à un attentat contre la centrale hydro-électrique Sarelli, près de Bad Ragaz (SG).

Il est arrêté en février 1980. Son procès débutera une année plus tard. Au cours de ce procès, 747'000 francs de dégâts lui sont attribués. Il est condamné à 10 ans de prison. Marco est incarcéré au pénitencier de Regensdorf. Alors qu'il se trouve en prison, des inconnus font sauter, encore une fois, le pylône auquel Marco s'était attaqué.

En décembre 1981, Marco s'échappe, avec d'autres détenus, de la prison de Regensdorf. Au cours de l'évasion, un gardien est tué par balles...

Lors de son procès, Marco avait conclu ainsi ses déclarations: «Je ne vous hais pas, mais vous êtes nos ennemis et nos bourreaux. Paix aux cabanes et guerre aux palais et aux prisons».

Il est possible d'envoyer des messages de solidarité à Marco et à son compagnon:

Marco Camenisch
Carcere via Don Bosco 43
56"100 Pisa Italie

Giancarlo Sergiampetri
Carcere via Pelegrini 17
54"100 Massa Italie

PABLO SERRANO PRISONNIER LIBERTAIRE

Nous nous faisons l'écho de la campagne que la CNT et d'autres organisations libertaires espagnoles mènent en faveur de Pablo Serrano, prisonnier libertaire de Saragosse.

En prison depuis sept ans Pablo Serrano a droit, comme le prévoit la loi, à des permissions de sorties. Or la direction du centre pénitentiaire où il est incarcéré refuse de les lui accorder. Il s'agit d'une discrimination évidente; les prisonniers d'extrême-droite ou les policiers criminels ne sont pas privés de leurs permissions.

Durant toutes ces années Pablo Serrano a participé à plusieurs grèves de la faim visant à obtenir une amélioration des conditions carcérales (les prisons espagnoles sont des léproseries du XXème siècle). Il a été plusieurs fois réprimé, notamment par un transfert à Tenerife (Canaries), pour avoir participé à la grève de la faim en solidarité avec la revendication de regroupement des prisonniers politiques.

Il faut ajouter qu'il a refusé la politique de réinsertion du PSOE (parti socialiste au pouvoir) qui accorde des remises de peine aux détenus politiques s'ils déclarent abandonner leurs idéaux.

Vous pouvez écrire à la direction du pénitencier afin d'exiger que Pablo Serrano bénéficie des permissions auxquelles il a droit.

Dirección del centro penitenciario de
Torrero
Avda. América 80
50007 Zaragoza Espagne

Espagne

Propositions de la conférence de syndicats de la CNT d'Andalousie

LA CNT d'Espagne est sans doute, à l'heure actuelle, la section de l'AIT qui dispose de la plus riche expérience concrète. Longtemps on a cru que l'Espagne était «différente» et que les luttes que menaient nos copains espagnols, les problèmes qu'ils rencontraient... ne pouvaient avoir qu'un intérêt purement spéculatif pour les autres anarcho-syndicalistes. En lisant le texte qui suit, on réalise que l'Espagne est un pays de moins en moins «spécial» et que les réflexions des 250 cénétistes andalous qui ont participé à la conférence des 1, 2 et 3 novembre dernier à Fernán Núñez peuvent enrichir nos propres débats, profitons-en

En décembre 1979 la CNT a fait le pari de ne pas s'intégrer au système syndical que l'Etat était en train d'imposer. Ce système s'appuyait sur deux figures principales: la subvention étatique et son corollaire, le permanent payé. Pour obtenir les deux choses l'Etat imposait, comme condition, la participation aux élections syndicales qui devinrent aussi la base juridique assurant l'existence d'un syndicat. A partir du moment où une organisation accepte des subventions, elle se convertit en otage de l'Etat et, en même temps, elle crée une caste bureaucratique qui tend à se perpétuer. Ainsi a été tué, sauf dans de rares exceptions, le syndicalisme de participation, l'école des travailleurs, le lieu de rencontre des opprimés, les assemblées... le syndicalisme comme instrument capable de transformer la société. A sa place il reste ce que nous connaissons tous: des syndicats qui n'en portent que le nom.

La CNT, durant ces douze ans, s'est située en rupture par rapport à ce modèle d'intégration. Ne participant pas aux élections et ayant perdu les procès visant à obtenir leur pleine reconnaissance, nos sections syndicales, au sein des entreprises, restent dans une situation précaire.

Nous nous trouvons donc dans une situation néfaste pour nos idées que nous allons décrire brièvement:

1. Pleine intégration des travailleurs au sein de l'idéologie capitaliste, passivité...
2. Des syndicats qui se sont convertis en nos pires ennemis, avec une caste de bureaucrates qui n'est pas disposée à perdre ses privilèges.
3. Des sections syndicales CNT, légalisées mais pas reconnues.
4. Un Etat capitaliste apparemment fort, qui s'appuie sur l'exploitation du Tiers-Monde et qui est capable d'intégrer les mouvements de protestation qui surgissent (cas du mouvement écologiste).

Pourtant, la CNT n'a pas été absorbée et n'a pas disparu. Malgré toutes nos faiblesses, nous avons été capables de rompre, à plusieurs reprises, avec le modèle officiel. Ce qui nous donne une leçon: la force du système n'est qu'apparence quand, étant infiniment moins puissants, nous parvenons à mener à bien nos projets.



Voyons le cas de Puerto Real. Les faits sont suffisamment connus pour ne pas s'y attarder¹. Observons seulement qu'après des années de lutte honnête et intelligente, seule une poignée des 2'000 travailleurs du chantier naval fait partie de la CNT. Le comité d'entreprise a été renversé, mais les gens continuent à s'affilier à l'UGT et aux CCOO. Les négociations sont menées par les sections syndicales, sauf par celle de la CNT, à cause de l'opposition des syndicats «officiels» et du patronat. La CNT a lutté pour que les assemblées de travailleurs soient les protagonistes, oubliant de se doter de forces propres et

négligeant de convaincre les assemblées d'appuyer le syndicat.

Quelle alternative offrir à cette situation ou à d'autres

semblables? La conférence met en avant les propositions suivantes en vue de permettre aux militants de réfléchir sur leur viabilité:

1. Il est nécessaire d'augmenter la coordination entre les syndicats locaux. Pour cela il faut créer une structure d'information au moyen de correspondants dans chaque fédération locale, en relation avec le secrétariat de presse et propagande du comité régional. (...)

2. Nous devons renforcer notre formation au moyen de cours sur des thèmes juridiques et organisationnels.

3. On souligne l'actualité de l'action directe et la nécessité d'être solidaire pour que les compagnons(nes) victimes de représailles patronales soient protégés par l'organisation.

4. Dans les entreprises, les sections syndicales doivent se légaliser et exiger leur pleine reconnaissance. Il faut dire dans les assemblées de travailleurs et dans la propagande qu'il est nécessaire de lutter pour que la CNT soit présente lors des négociations. On souligne l'importance d'affilier le plus grand nombre possible de personnes.

En cas de grève, il faut essayer d'être majoritaire dans le comité de grève. C'est le seul cas où les entreprises sont obligées de négocier avec nous, non comme CNT, mais comme comité de grève. On peut y parvenir soit en appelant à la grève directement comme CNT, après une assemblée de travailleurs, soit en étant élus en assemblée de travailleurs comme membres du comité de grève. C'est dans les assemblées générales qu'il y a le plus de possibilités de déboulonner les comités d'entreprise.

5. Si les forces sont suffisantes, il faut négocier des accords avec les entreprises pour que la CNT, ses délégués et son droit à la négociation soient reconnus par écrit.

6. Il faut avoir à l'esprit que nous allons à contre-courant, et qu'à court terme il sera difficile que les syndicats augmentent de façon acceptable. Il faut réaliser un travail quotidien, constant et cohérent, sans attendre des résultats spectaculaires.

La conférence constate que l'activité syndicale est différente au sein des petites entreprises et des secteurs comme la construction et l'agriculture parce qu'il s'agit d'emplois précaires, qu'il existe des contrats individuels, qu'il n'y a pas de comité d'entreprises ni de sections syndicales. Les idées mises en avant sont:

a) Quand approche le moment de négocier les conventions collectives, il faut élaborer des plates-formes et les laisser dans les centres de travail. (...)

b) Ensuite, dans les assemblées, il faut que l'on nous identifie comme CNT.

c) Il faut aussi convoquer des assemblées informatives dans nos locaux, sans s'inquiéter du nombre d'assistants.

d) L'action directe est la meilleure arme dans ces entreprises.

Dans le débat sur le thème de l'action sociale, la conférence coïncide sur le fait que le principe de base de la CNT est le syndicalisme, et que la CNT comme syndicat ne disparaîtra qu'avec la disparition du capital, mais que par sa philosophie la CNT a une vision globale de la société. Ce qui lui permet de faire connecter les mouvements sociaux avec le monde du travail. Tout vient du travail, tout a une influence sur lui.

Le débat sur comment et par qui doivent se réaliser les activités sociales a reflété diverses opinions:

1. Certains pensent que c'est le travail des ateneos² et des groupes spécifiques.

2. D'autres que la CNT doit élaborer ses propres alternatives au travers des assemblées de militants.

3. On propose que des militants CNT réalisent des contacts permanents entre les mouvements sociaux et le syndicat.

4. Ou qu'au sein des syndicats les compagnons qui le désirent créent des commissions de défense sociale (...).

5. Il a été question aussi de fortifier le secrétariat d'action sociale pour coordonner les initiatives.

Ces propositions devront encore être débattues.



¹ En 1987, à Puerto Real (Cadix) la CNT a joué un rôle déterminant dans la lutte des chantiers navals contre la reconversion. A partir du moment où le mouvement de grève s'est étendu à toute la population de la localité, menaçant d'enflammer la campagne andalouse dans son ensemble, d'importantes concessions ont été obtenues, d'autres mobilisations pour l'engagement des apprentis, par exemple, ont eu lieu par la suite...

² Cercles de discussion très typiques du mouvement libertaire espagnol.



les livres

ABEL PAZ

AL PIE DEL MURO

Dernier ouvrage paru de l'auteur de *Durruti. Le peuple en armes* (Ed. de la Tête de Feuilles, Paris, 1972), *Al pie del muro* relate la vie d'Abel Paz entre 1942 et 1954, c'est-à-dire principalement ses années de prison. Au travers de cet épisode de sa vie, l'auteur nous rappelle qu'il n'y a pas si longtemps des milliers de révolutionnaires croupissaient dans les geôles franquistes. Ceux-ci pouvaient se considérer chanceux, car après de multiples souffrances, tortures... ils étaient encore vivants. Tant de leurs compagnons avaient été fusillés, garrotés...

Abel Paz retrace successivement les difficultés insurmontables du travail clandestin, les démantèlement successifs et la réorganisation de la CNT et du mouvement libertaire espagnol à l'intérieur, les divergences aussi, scission... Il nous fait vivre les sacrifices de ses compagnons qui semblent dérisoire à certains aujourd'hui.

Ce livren'aurait peut-être jamais été écrit si la «transition démocratique» espagnole n'avait pas prétendu effacer jusqu'au souvenir de ceux qui sont morts sous les balles des franquistes; n'avait pas tenté de faire oublier aussi bien la souffrance des vaincus que les idéaux pour lesquels ils ont lutté. «On nous enfermait par peur, on nous assassinait par peur, et c'est à cause de cette même peur qu'on prétend nous ignorer aujourd'hui» nous dit l'auteur.

Peut-être y aura-t-il un éditeur courageux pour publier une traduction française de cet ouvrage.

Abel Paz, *Al pie del muro*, Ed. Hacer, Barcelone, 1991

Pour tous ceux qui souhaitent mieux connaître le mouvement libertaire espagnol nous signalons la traduction récente de deux ouvrages importants:

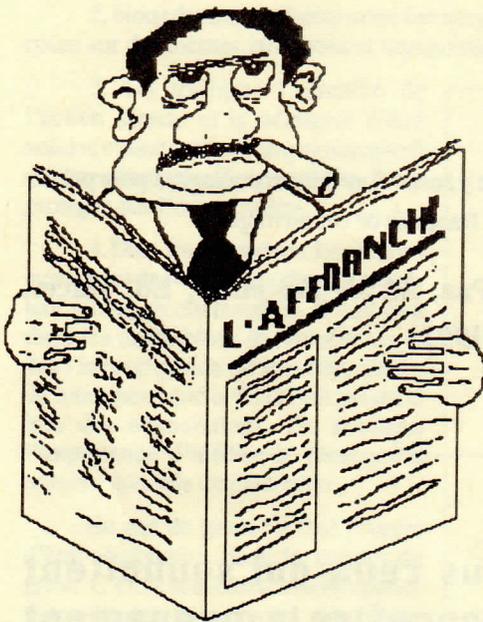
— José Peiratz, *les anarchistes espagnols — Révolution de 1936 et luttes de toujours*, Ed. Repères-Silena, Toulouse, 1989.

— Antonio Téllez Solá, *Sabaté — Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Ed. Repères-Silena, Toulouse, 1990.

A partir de ce N°2 nous ouvrons
une souscription permanente de soutien
à l'Affranchi. Si vous ne souhaitez
pas que vos initiales soient publiées.
Signalez-le

pas encore abonnés ?

Vous n'avez pas honte !



Vous connaissez quelqu'un susceptible
d'être intéressé par l'Affranchi...
Faites-le nous savoir. Un exemplaire
gratuit sera envoyé aux noms et adresses
qui nous parviendront.

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 Numéros 15 fr (60 FF)

Soutien 30 fr ou plus

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

_____ Code postal: _____

Localité: _____ Pays: _____

Pour toute correspondance :

Réflexions Sociales

C.P. 213 - 1000 Lausanne 6 Ouchy

Versements à A. Bösiger ccp 12-17661-5
1227 Carouge

Mentionnez l'Affranchi

Sommaire

EDITORIAL
page 2 - 3

COMITÉ CONTRE L'AUSTÉRITÉ... ÇA SUFFIT
page 4 - 6

CONSENSUS CONTRE LE RACISME ?
page 6 - 7

LETTRE À UN MILITANT DE L'OSL
page 7 - 9

MAURICE JOYEUX
page 9 - 11

FRANCISCO FERRER (1859-1909)
page 11

ÉLÉMENTS D'UNE RÉFLEXION SUR L'ÉCOLE
page 12 - 15

LE GLADIO
page 16 - 19

PRISONNIERS
page 20

PROPOSITIONS DE LA CONFÉRENCE DE
SYNDICATS DE LA CNT D'ANDALOUSIE
page 21 - 22

LES LIVRES
page 23